

La Croix 29 mai

Le gaz et le pétrole de Méditerranée réactivent les négociations à Chypre

« Le statu quo à Chypre n'est pas normal »

Kudret Özersay, négociateur en chef pour la République turque de Chypre du Nord (RTCN)

Mercredi 28 mai, à l'European American Press Club

Kudret Özersay est un réfugié de Larnaca. Quand il avait six mois, ses parents ont fui cette ville de la côte méridionale de Chypre pour chercher protection au nord. En juillet 1974, de fortes tensions intercommunautaires entre Chypriotes Grecs, majoritaires dans l'île, et Chypriotes Turcs, débouchèrent sur un coup d'État fomentés par des ultra-nationalistes favorables à l'union de Chypre à la Grèce puis par une intervention militaire de l'armée turque. [Depuis, l'île est coupée en deux](#) entre un territoire où s'est établie la République turque de Chypre du Nord (RTCN), seulement reconnue par la Turquie, et au sud d'une ligne de démarcation, le territoire de la République de Chypre, membre de l'ONU et de l'Union européenne.

Kudret Özersay est depuis février 2014 le négociateur en chef de la RTCN chargé de mener à bien des négociations avec la République de Chypre pour arriver à un accord de réunification de l'île. L'objectif est de créer une « fédération bicommunautaire et bizonale », avec une constitution unitaire instituant un modèle confédéral. C'était déjà l'idée du [plan sponsorisé en 2004 par le secrétaire général de l'Onu de l'époque, Kofi Annan](#), et soumis à référendum des deux côtés de l'île : près des deux tiers des Chypriotes Turcs se prononcèrent favorablement mais les trois quarts des Chypriotes Grecs le rejetèrent. Ce scrutin découragea de nouvelles médiations internationales pendant près de dix ans.

Depuis quelques mois, les États-Unis exercent pourtant de nouvelles pressions. Ils souhaitent favoriser [l'exploitation d'importantes ressources en gaz et en pétrole qui ont été recensées au large de Chypre, du Liban et d'Israël](#). Leur objectif : injecter ces ressources vers l'Europe, pour réduire sa dépendance énergétique envers la Russie. De grandes compagnies comme Shell ou [Total](#) sont impliquées dans ces manœuvres géopolitiques dans lesquelles la Turquie est un partenaire incontournable puisque les hydrocarbures transitent par son territoire pour être acheminés en Bulgarie et ensuite vers l'Europe centrale et orientale. La préoccupation américaine a été clairement manifestée par [la récente visite à Chypre, les 21 et 22 mai, du vice-président Joe Biden](#). C'était la seconde visite d'un vice-président des États-Unis sur l'île depuis Lyndon Johnson en ... 1962.

« Comme si un accord entre les deux parties de l'île était impossible »

Dans ce grand jeu, Kudret Özersay tient avec courtoisie et modestie la partition des Chypriotes Turcs. « Le problème est qu'aujourd'hui, tout le monde considère qu'un accord entre les deux parties de l'île est impossible », a-t-il expliqué mercredi 28 mai lors d'une conférence de presse tenue sous la houlette du [European American Press Club](#). « Des deux côtés, les communautés soutiennent l'idée d'une solution négociée mais personne n'y croit, personne ne s'y attend ».

« Nous sommes contre l'idée de discuter pour discuter »

« Depuis des mois, les négociations sont menées comme un exercice technique », regrette-t-il. « Or elles ont besoin d'un stimulant politique pour sortir de l'impasse. Le 11 février, les dirigeants des deux côtés ont publié un communiqué commun qui sert de base à ces négociations. Le document manifeste leur accord sur le principe d'une seule souveraineté émanant de deux communautés, d'une constitution fédérale, d'une appartenance à l'Union européenne. Il évoque la nécessité de trouver un accord global le plus rapidement possible, il parle de négociations structurées, mais il ne donne pas les étapes, il ne définit pas le processus pour avancer. Il n'y a pas de feuille de route sur laquelle les deux parties se soient mis d'accord. Quant à nous, nous sommes contre l'idée de discuter pour discuter. Nous ne voulons pas être prisonnier d'un tel processus ».

« Les statuts des deux communautés sont très déséquilibrés »

« On peut avoir la perception que la République de Chypre peut vivre avec le statu quo, alors que c'est plus difficile pour la RTCN », reconnaît Kudret Özersay. « Et de fait, les statuts des deux communautés sont très déséquilibrés. Imaginons que je sois Chypriote Grec : si je peux continuer à être traité comme un gouvernement légal, comme un État membre de l'Union européenne, que je peux continuer à exploiter les ressources (en hydrocarbures), alors je me pose la question : pourquoi devrais-je partager cette prospérité avec les Chypriotes Turcs dans le cadre d'un accord global ? »

« Pour acheter un livre sur Amazon, je ne peux donner mon adresse réelle »

« Pour nous, ressortissants de Chypre du Nord, la situation est très différente », explique-t-il. « Comme nous ne sommes pas internationalement reconnus, je ne peux pas venir en France, ou dans un autre pays d'Europe avec mes documents de la RTCN. Même pour acheter un livre sur Amazon ou sur un autre site, je ne peux donner mon adresse réelle, je dois en donner une autre. Moi, je me sens fier d'adhérer aux valeurs de l'Union européenne, mais pour celle-ci, c'est comme si je n'existais pas ».

« Les mesures de confiance, ce n'est pas la cueillette des cerises »

« Je suggère que deux processus soient menés en parallèle, en se stimulant mutuellement : les négociations en vue d'un accord global et un enchaînement de mesures de confiance », avance le diplomate. « Ce pourrait être sur le partage de l'eau, sur la restauration du patrimoine, sur l'exploitation des hydrocarbures. En 2011, suite à un problème survenu dans une centrale, nous avons ainsi fourni de l'électricité au sud. Mais attention, il ne faut pas que les mesures de confiance empoisonnent la recherche d'un accord global. Si on se cantonne aux mesures de confiance, on perdra en route le soutien des gens qui attendent un accord global. Si on fait comme à la cueillette des cerises, on affaiblira le consensus nécessaire pour bâtir notre maison commune ».

Famagouste, ville fantôme

Sur l'ouverture de la ville de Famagouste (Varosha pour les Turcs) , ville majoritairement grecque avant 1974, ancien fleuron commercial et touristique de l'est de l'île, aujourd'hui clôturée et réduite à l'état de ville fantôme sous administration chypriote turque à la lisière nord de la ligne de démarcation, Kudret Özersay a ainsi botté en touche. « Quand on pourra montrer que l'on s'achemine vers un accord global, alors il sera plus simple de bouger sur Varosha », a-t-il insisté. « Ce à quoi nous avons récemment consenti, c'est que des experts réalisent une enquête pour calculer l'argent et le temps nécessaire pour reconstruire la ville. Mais toute avancée devra s'inscrire dans un accord global. Il faut que l'on arrive à montrer aux Chypriotes grecs qu'on peut arriver à quelque chose sur Varosha sans attendre un accord global et qu'on puisse montrer à nos gens qu'on va vers un accord global tout en faisant des concessions sur Varosha ».

« Plus flexible pour l'exercice du culte chrétien »

« Depuis quatre ans, nous sommes par ailleurs plus flexible dans la délivrance de permis pour l'exercice du culte chrétien dans des églises situées dans la RTCN », ajoute Kudret Özersay. « Il y a deux régions où les églises sont ouvertes sans permis, parce que les habitants y sont chrétiens : dans la [péninsule de Karpas](#) et là où vivent des maronites, à l'ouest. Sinon, [nous avons accru la délivrance de permis pour l'exercice du culte dans plusieurs dizaines d'églises](#), notamment, [tout récemment, à Varosha](#). Mais ce n'est pas facile à faire accepter par les habitants quand il n'y a pas de communautés chrétiennes locales. Nous venons aussi de lancer un appel d'offres pour la restauration du [monastère Apostolos Andreas](#) ».

« L'engagement des États-Unis »

« Aujourd'hui, l'engagement des États-Unis repositionne la question de Chypre sur l'agenda de la communauté internationale », se félicite le diplomate. « Cela contribue à ce que ce problème soit à nouveau perçu et négocié sérieusement. Comment expliquer ce nouvel investissement américain ? »

Est-ce pour soutenir Israël qui cherche des débouchés au gaz extrait sur son plateau continental? Est-ce pour développer le plus vite possible une alternative au gaz russe pour les Européens? Est-ce tout simplement pour Chypre? Ce qui est sûr, c'est que la question des hydrocarbures doit être soigneusement étudiée, notamment par les compagnies étrangères. Car elle peut tout aussi bien devenir une incitation à un accord global qu'un obstacle ».

« La Turquie a son mot à dire »

« La Turquie, notamment, a son mot à dire », conclut Kudret Özersay. « Et c'est justifié. Politiquement, elle est le seul pays à nous soutenir. Juridiquement, elle fait partie des États garants de l'indépendance de Chypre, avec la Grèce et le Royaume-Uni, depuis l'accord de 1960. Oui, notre économie dépend fortement d'elle. C'est un constat, devrions-nous en avoir honte? Elle nous soutient dans notre demande d'un processus rapide de négociations. C'est un appui important ».